Pour 8 Français sur 10, la politique de réforme de l'État est insuffisante et inefficace

« *Une très large majorité des personnes interrogées par l'IFOP juge durement l'action du gouvernement en matière de réforme de l'État. Parmi les priorités des Français figurent le renforcement des entreprises et les économies budgétaires* » remarque le magazine *Acteurs Publics* dans un article mis en ligne le 11 mai sur son site Internet.

« *Invités à juger l'action du gouvernement en matière de réforme de l'État, les Français interrogés expriment à la fois leur impatience et leur déception. En effet, 20 % seulement considèrent que l'action menée est suffisante* » poursuit l'article qui note que l'insuffisance de la réforme de l'État est pointée dans toutes les catégories de la population. « *Le mécontentement des interviewés ne concerne pas uniquement le rythme de l'action gouvernementale mais aussi ses résultats* » remarque *Acteurs Publics.*

En attente d'une accélération dans la réforme de l'État et de résultats plus tangibles, les Français parviennent toutefois difficilement à s'accorder sur des priorités clairement identifiables, selon le sondage de l'IFOP. Deux points forts apparaissent cependant :
- un renforcement de la compétitivité des entreprises via une baisse des charges , accompagné d'une réforme du droit du travail et d'une simplification réglementaire (44 % des citations) ;
- la réalisation d'économies budgétaires (44 % des citations également).

57 % des personnes interrogées souhaitent d'autre part un référendum sur la réforme de l'État, loin devant d'autres leviers d'action plus institutionnels (communication régulière sur les chantiers engagés et les résultats obtenus, consultation des collectivités locales, implication plus grande des fonctionnaires, pilotage au sommet de l'État par le Président de la République). La création d'une administration interministérielle en charge de la mise en œuvre de la réforme de l'État ne recueille que 9 % d'opinions favorables.

Enfin, 43 % des Français demandent une plus grande volonté de réformer et une plus forte capacité à arbitrer.

Notons que les sympathisants du PS sont moins sévères sur la politique de la réforme de l'État menée par le gouvernement que le reste de la population, puisque 38 % d'entre eux estiment que l'action du gouvernement est suffisante sur ce point (contre 20 % des Français) et 42 % qu'elle est efficace (contre 18 % en moyenne).